

Traduction autorisée du reportage de Caroline Brothers
parue dans le New-York Herald Tribune du 29 avril 2008-05-16
(voir copie de la une et de la page 2, en photos jointes)

Un Port Sans Abri

Des Emigrants clandestins bloqués dans la *Jungle*, près de Calais.

*par Caroline Brothers, International Herald Tribune.
Mardi, 29 avril 2008.*

Calais, France:

Il est minuit. Huit hommes, le visage camouflé, se glissent le long des camions de marchandises arrêtés dans une station d'essence proche de ce port du Nord de la France. Ils attendent, tapis dans la pénombre. L'un d'eux essaie d'ouvrir la serrure d'un camion. Il n'y arrive pas. En quelques secondes, les hommes disparaissent au milieu des douzaines de semi-remorques qui sont garées ici, leur dernier arrêt avant l'Angleterre.

Presque toutes les nuits, des passeurs débarquent des émigrants clandestins dans ce labyrinthe de routes qui encercle Calais, jusqu'à l'un de ces énormes parkings comme celui-ci, où les chauffeurs s'arrêtent pour dormir avant de prendre le ferry pour Douvres, sur les côtes anglaises, à quelques 33 kilomètres de là.

Les camionneurs comme Juan Antonio Santiago, cet Espagnol qui, à une heure du matin, boit à petites gorgées un café à la station d'essence, risquent de fortes amendes, et même une peine de prison, si un passager clandestin est trouvé à l'intérieur de leur camion, ou simplement agrippé à une barre, sous le camion. "Nous avons tous peur que cela nous arrive", explique-t-il "mais le plus grand danger, c'est pour les migrants qui risquent de tomber."

Selon un caissier qui travaille de nuit dans l'une des stations d'essence, ils sont extrêmement rapides. "Quand le chauffeur arrive pour faire le plein et rentre dans la boutique pour payer – c'est à ce moment là qu'ils coupent les sceaux de la porte arrière du camion, et se faufilent à toute vitesse à l'intérieur; ils referment la porte, et l'un d'eux, resté à l'extérieur, remet tout en place."

Les passeurs vivent de ce genre d'opérations. Si le clandestin parvient à passer à travers les différents contrôles du port et des autorités de l'Immigration Britannique qui travaillent sur le sol français, s'il franchit la Manche, les passeurs toucheront les 300 à 700 Euros que le clandestin aura déjà déposés sur un compte bloqué avant son départ, nous explique un migrant.

Les passeurs se confondent avec les centaines d'Afghans, de Kurdes, d'Erythréens parqués dans des campements de fortune situés autour de Calais et de plusieurs autres ports du Nord de la France qui sont face à l'Angleterre, même s'ils dorment dans des hôtels et sont plein d'assurance, dans leurs beaux costumes chics et chers. "Souvent, ils sont eux-mêmes des compatriotes des émigrants clandestins", explique un bénévole qui travaille avec les migrants, et qui souhaite garder l'anonymat.

Le "passage" est très difficile. Les autorités Britanniques disent avoir arrêté 18.000 tentatives pour gagner l'Angleterre l'année dernière. Et les chauffeurs, eux-mêmes, prennent souvent les choses en main en tapant à bras raccourcis sur les clandestins qu'ils trouvent dans leurs camions.

Il y a cinq ans, le camp de réfugiés de la Croix Rouge à Sangatte, accusé par les autorités Britanniques d'être un aimant pour l'immigration clandestine, a été littéralement rasé. Mais cela n'a pas arrêté le flot de migrants qui arrivent d'Asie ou de la Corne d'Afrique dans l'espoir d'une vie meilleure en Grande Bretagne, attirés par l'absence de carte d'identité nationale, par l'usage de la langue anglaise et la possibilité de trouver un travail illégal.

Le centre d'accueil de Sangatte a ouvert en 1998 pour faire face à l'arrivée massive d'émigrants du Kosovo. L'année qui a suivi sa fermeture en décembre 2002, il y avait, en permanence, entre 120 et 150 migrants à Calais, "... mais jamais de migrants en provenance d'Afrique", raconte Jean-Pierre Boutoille, un prêtre qui, depuis dix ans, travaille sur les problèmes d'immigration dans la région. "Maintenant, d'un bout de l'année à l'autre, nous avons 400 migrants à Calais. Chaque semaine, il y en a qui partent, et d'autres qui arrivent".

L'Abbé Boutoille, porte parole du Collectif C'Sur, association qui recouvre l'ensemble des activités bénévoles du secteur, estime que 80.000 personnes environ, réfugiés et émigrants économiques venant de 112 pays différents, sont passés par la région de Calais depuis la fermeture du centre de Sangatte, en 2002, par Nicolas Sarkozy, à l'époque Ministre de l'Intérieur.

"La fermeture de Sangatte a été une bonne décision, c'était un signe de la volonté politique de Nicolas Sarkozy de dénoncer l'indignité du Centre et de montrer qu'il prenait en main le problème de l'immigration clandestine" dit Geoffroy Didier, membre du Cabinet du nouveau Ministère de l'Immigration en France, ajoutant que les conditions de vie à Sangatte "étaient indignes de la République Française".

Les migrants d'aujourd'hui, majoritairement des hommes d'une vingtaine d'années et beaucoup de mineurs, ont payé trop cher et sont venus de trop loin pour faire demi-tour à Calais, quelque soient les conditions précaires de leur survie. Ils vivent dans une forêt de ronces connue dans la région comme la *Jungle*, ou, derrière la gare de Calais, dans une scierie désaffectée, ou encore à proximité de l'usine de Tioxide, usine de produits chimiques toujours en activité, et aussi, jusqu'au jour où la police a brûlé leurs abris il y a dix huit mois, dans le bois de Garennes.

Kurdes, Afghans et Erythréens attendent une chance de pouvoir partir, jamais découragés, ni par les descentes de police, ni par ce que les migrants et les bénévoles décrivent comme des attaques régulières au gaz lacrymogène.

Début avril, notre reporter a vu des policiers sortir des migrants Afghans de la *Jungle*. Elle a vu des Erythréens dans un poste de Police des frontières et a pu sentir l'odeur acre du gaz lacrymogène au cours d'une visite dans la scierie.

Selon Nazanine Nozarian de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), une organisation intergouvernementale qui offre, à Calais, une somme de 2.000 Euros pour tout rapatriement volontaire, 75 migrants seulement ont accepté de rentrer dans leurs pays l'année dernière.

Calais, située à l'entrée du tunnel sous la Manche, n'est pas seule à devoir affronter les problèmes de l'immigration clandestine. Située à l'Ouest de l'espace Schengen, la France est reliée par ferry à l'Angleterre par neuf ports, qui s'étalent entre la Bretagne et la Belgique. Les migrants cherchent des abris dans des campements de fortune à proximité de chacun de ces ports, dit Jean-Pierre Masclet, directeur de la branche locale d'Emmaüs, une organisation nationale pour aider les sans abris.

Devant le manque d'implication des autorités, tant au niveau municipal, que régional et national, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont pris le problème à bras le corps. Surveillés par les 80 à 100 CRS qui patrouillent Calais en permanence sur des rotations de trois semaines, ils ont nourri, selon l'Abbé Boutoille, des centaines d'Afghans, d'Iraqiens, d'Erythréens et de Somaliens, tous les jours depuis cinq ans.

Des boulangers offrent leurs pains et pâtisseries invendues, des étudiants apportent des plats du Moyen Orient préparés par des femmes du Maghreb, des retraités viennent en voiture d'Arras, à 110 kilomètres de là, pour éplucher 150 kilos de pommes de terre, tous les week-ends. Médecins du Monde gère un dispensaire, une association catholique organise un roulement pour les

douches, et une crypte désaffectée a été transformée en un gigantesque vestiaire.

“Les prendre en charge, ça ne devrait pas dépendre des associations humanitaires”, dit Nan Suel, un travailleur du Secours Catholique, tout en pliant des serviettes de toilettes pendant que des migrants se déshabillent pour prendre une douche. “Dans la région on ferme les yeux, la France ferme les yeux, dans le monde entier les gens ferment les yeux – il n’y a que les CRS qui réagissent, avec du gaz lacrymogène.”

Près de Dunkerque, récemment, Damien Popieul, 26 ans, a donné du bois de chauffage à des Kurdes et des Afghans qui campaient dans les dunes, à Loon Plage. Les migrants l’ont très vite déchargé pour le porter dans leurs abris faits de plastiques et de cageots de bois. “La dernière fois,” raconte Hardi, un jeune Kurde d’Irak de 16 ans qui espère étudier l’informatique en Angleterre, “les CRS nous ont suivis et ils ont confisqué tout le bois. Après, il a neigé toute la journée” ajoute-t-il, “ils savaient qu’il allait neiger.”

Dans un pays où héberger ou transporter un migrant sans papiers est un crime puni par des amendes de 7000 Euros environ, les quelques 300 bénévoles actifs de la région vivent à la limite de la légalité.

Des négociations avec la police ont réussi à établir des “zones de calme” autour d’une cabine Algeco, et près du phare du port de Calais, où les repas sont distribués. En décembre dernier, des associations ont réussi à faire ouvrir la nuit une salle de gymnastique où une centaine de migrants ont pu se réfugier pour dormir quand la température est tombée en dessous de zéro. Mais personne ne peut s’opposer aux raids de la police, ni les empêcher de brûler les abris ou d’amener les migrants jusqu’aux postes de police des frontières pour y être interrogés avant de les relâcher, parfois sans leurs chaussures.

“Nous sommes ici pour deux raisons : pour le plan Vigipirate, et pour régler les problèmes de l’immigration clandestine”, déclare un officier CRS - Vigipirate est le système d’alerte de sécurité utilisé en France contre les menaces terroristes. Devant lui, un jeune Afghan grelottant dans ses chaussettes trempées : il vient de l’arrêter lors d’un raid sur la *Jungle* ce dimanche matin, à l’aube.

Les migrants se posent la question: s'ils ne sont pas acceptés en France, pourquoi les Français n’ouvrent-ils pas les frontières et ne les laissent-ils pas sortir ?

“Ils nous tirent dessus comme on tire sur les Palestiniens, mais qu’est-ce qu’on a fait ?”, demande Noh, un Erythréen de 23 ans, qui marche sur des morceaux de verre cassé dans la cour de la scierie, avec dans l’air encore du gaz lacrymogène, tenace après la troisième descente de police de la journée. “Ils devraient arrêter de contrôler le port, qu’ils laissent les gens partir” répète un Afghane sur Loon Plage.

Une demande d’interview pour cet article avec le chef de la Police des Frontières a été rejetée. A Calais, la nouvelle Maire, Natacha Bouchart, et les sous-préfets de Calais et de Dunkerque ont, tous, refusé de nous recevoir.

Entre temps, une trêve difficile semble s’être établie. En général, les migrants reçoivent un ordre d’expulsion, mais qui, souvent, ne peut pas être exécuté – à cause du coût, à défaut d’accords préalables de re-admission avec leurs pays d’origine, ou parce qu’à leur retour, ils risquent la persécution.

Cependant, certains ne veulent prendre aucun risque. Assis autour d’un feu dans la scierie, alors que la neige de printemps fond lentement et tombe goutte à goutte du toit, un jeune Erythréen de 22 ans, parti pour échapper au service militaire obligatoire et à durée illimitée de son pays, retire des braises incandescentes une tige de métal rougi par le feu et, lentement, brûle ses empreintes digitales.

“Ca ne fait pas mal” dit-il, montrant sa main jaunie par de nombreuses cicatrices. D’autres, espérant aussi échapper à la banque de données européenne des empreintes digitales, utilisent des lames de rasoir.

Mariam Rachil, dans son bureau du Secours Catholique, rejette les critiques de la presse anglaise qui repousse la récente proposition des associations humanitaires d’ouvrir un centre d’accueil de jour pour les migrants, au prétexte qu’il en résulterait un second Sangatte, encourageant ainsi, encore plus, les arrivées de clandestins.

“Regardez La Ceuta et Melilla – il n’y a pas d’associations là-bas, et les migrants ne cessent d’affluer” dit-elle, parlant des enclaves espagnoles au Nord du Maroc, des barrières sur lesquelles les Africains se ruent pour tenter de rentrer en Europe. “Vous voulez savoir comment résoudre le problème de Calais ?” ajoute-t-elle, “Enlevez le port.”